

Nouveaux Cahiers du socialisme

Décoloniser le savoir

Mathilde Grandgonnet



Number 17, Winter 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84490ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Grandgonnet, M. (2017). Décoloniser le savoir. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 218–219.

moment même où nous assistons à des tentatives de plus en plus violentes de destruction des solidarités collectives par les pouvoirs politiques, économiques et judiciaires.

Atelier Décoloniser le savoir

Avec Mireille Fanon Mendès-France (Fondation Frantz Fanon) et
Boaventura de Sousa Santos (Université de Coimbra)

RAPPORT PAR MATHILDE GRANDGONNET

Pour Boaventura de Sousa Santos, la décolonialité est un appel à la prise de conscience généralisée du lien intrinsèque entre colonialisme et modernité, à travers trois formes de colonisation : pouvoir, savoir et être. Si la race doit être comprise comme un principe d'organisation sociale, elle devient un pilier central du système-monde quand elle est jumelée à une autre forme d'organisation sociale qu'est le capitalisme mondial. Race et capitalisme forment les deux principaux piliers coloniaux des différentes formes et expressions du pouvoir politique et économique. Le savoir et sa production s'inscrivent dans cette même logique d'imposition d'un modèle épistémique soumis aux lois du marché et à l'idée indépassable du Progrès vertueux.

Face à cette imposition, des voix au Sud remettent la rationalité occidentale en question. Face à un universalisme qui ne serait finalement qu'un mythe soutenant une distinction réelle entre les hommes et les femmes, certains sont allés vers les périphéries et les marges afin d'en revenir en portant un nouvel espoir : celui de penser l'hétérogénéité des techniques et des savoirs pour finalement (re)penser l'altérité humaine. Finalement, il s'agit d'une déconstruction qui se ferait sur un mode épistémologique pour aboutir à une transformation ontologique. Pour Mireille Fanon Mendès-France, si nous pensons tous avoir coupé avec la colonialité, il nous reste une importante part d'inconscience qui entrave la possibilité réelle d'une émancipation totale.

À ce propos, Sousa Santos estime que le Forum social mondial joue son rôle comme lieu de partage d'expériences non politisées, voulant ainsi s'opposer à une forme d'universalisme colonial. Il faut rappeler le lien indéfectible entre savoir et pouvoir et donc la nécessité de s'organiser entre mouvements sociaux. Il est impératif de résister à la dépolitisation tout en confrontant les blocages imposés par la globalisation (comme l'obtention de visas).

Il y a urgence de travailler sur notre propre colonialité pour lutter efficacement dans le système-monde actuel. En effet, considérer la distinction raciale comme principe d'organisation sociale du capitalisme passé et actuel signifie que la mise en œuvre d'un autre monde doit se construire sur un mode décolonial, ouvert et inclusif, pour proposer une véritable alternative.

Le défi est posé, il s'agit maintenant de le relever. Et rapidement, afin de permettre une réelle émancipation tant collective qu'individuelle pour enfin faire en sorte que chacun puisse devenir « un homme qui interroge² ».

Atelier

Les défis de la gauche en Amérique latine

Avec Sueli Carneiro (Brésil), Lilian Celibeti (Uruguay), Giovanna Rosa (Chili),
Pablo Solon (Bolivie), Eduardo Ballon (Pérou), Bernardo Toro (Colombie) et
Pierre Mouterde (Québec, NCS)

RAPPORT PAR CHARMAIN LEVY

Depuis les années 1980, la stratégie de la gauche latino-américaine a été de conquérir les espaces institutionnels tout en investissant les mouvements sociaux et la contestation publique. Dans ce processus, elle a été happée par l'État et par la logique du pouvoir. Malgré le fait que les gouvernements progressistes ont provoqué d'importantes transformations, ils ont été absorbés par la logique du capitalisme et par celle du pouvoir. Leur objectif le plus important est devenu de chercher le moyen d'acquérir plus de pouvoir pour rester au pouvoir. Les États d'Amérique latine sont traditionnellement répressifs et représentatifs des valeurs conservatrices et élitistes. En s'adaptant aux structures étatiques, la gauche a renoncé à son objectif initial de faire de la transformation un moyen et une fin.

Pour pouvoir diriger, les chefs de gouvernement de gauche ont opté pour une stratégie d'alliances avec l'opposition de droite. En réalité, un gouvernement populaire ne résidera jamais dans les structures étatiques. La seule façon de bloquer les élites est le recours à des organisations sociales fortes qui jouent un rôle de contrepouvoir.

Le projet économique de la gauche était moderniste et clientéliste, basé sur une stratégie économiciste et étatique se concentrant sur l'investissement dans des projets d'infrastructures et des programmes sociaux pour les plus pauvres. Cette stratégie a conduit à la réduction de la pauvreté, mais aussi au renforcement du secteur privé et à une dépendance extrême aux exportations des réserves pétrolières. Elle a étendu le modèle d'exportation extractiviste et a bénéficié au capital transnational.

L'erreur des gouvernements de gauche a été d'affaiblir les organisations sociales en intégrant des leaders dans les structures étatiques, s'insérant dans une stratégie clientéliste. Cette situation a été accentuée par les politiques de ces gouvernements qui, d'un côté, luttent contre les mouvements dès qu'ils se dissocient d'eux et, de l'autre, cherchent à les encadrer par le biais de rapports clientélistes.

2 Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil, 1952.